



RAPPORT FINANCIER ANNUEL CONSOLIDE

31 Décembre 2016

Société anonyme au capital de 627 200 euros.

Siege social: 92-98, Boulevard Victor Hugo, 92110 Clichy.

RCS Nanterre 390 081 156

Activité : Services de Télécommunication

1. COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Actif	Notes	2016-12	2015-12	Var %
Actifs non courants				
Immobilisations Incorporelles	1	2 090	2 063	1,3
Immobilisations Corporelles	2	1 429	1 070	33,5
Actifs Financiers	3	184	172	6,6
Impôts Différés Actifs	4	995	1 010	-1,5
Total actifs non courants		4 697	4 316	8,8
Actifs courants				
Stocks et Encours	5	184	265	-30,5
Créances Clients	6	1 573	1 820	-13,6
Autres créances	7	993	773	28,4
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	8	7 925	7 624	4,0
Total actifs courants		10 675	10 482	1,8
Total Actif		15 372	14 798	3,9

Passif	Notes	2016-12	2015-12	Var %
Capitaux propres				
Capital social		691	691	0,0
Prime d'émission		426	426	0,0
Réserves consolidées		76	76	0,0
Report à nouveau		3 468	1 884	84,0
Résultat de la période		1 917	2 270	-15,6
Actions d'autocontrôle		-1 546	-1 436	7,7
Total Capitaux Propres	Page 4	5 031	3 911	28,6
Passifs non courants				
Dettes financières non courantes	9	4 165	4 823	-13,6
Avantages du personnel	10	58	57	1,3
Total passifs non courants		4 223	4 880	-13,5
Passifs courants				
Provisions	11	59	208	-71,5
Fournisseurs	12	3 971	3 475	14,3
Dettes fiscales et sociales	13	1 178	1 522	-22,6
Autres passifs	14	909	802	13,4
Total passifs courants		6 118	6 007	1,8
Total Passif		15 372	14 798	3,9

ETATS DU RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

Milliers d'euros	Notes	2016-12	2015-12	VAR %
Chiffre d'affaires	15	24 634	24 132	2,1
Coût des services et produits consommés	16	-11 991	-11 819	1,5
Autres charges externes	17	-2 775	-2 682	3,5
Impôts et taxes	18	-435	-436	-0,3
Charges de personnel	19	-6 170	-5 709	8,1
Dotations aux Amortissements Nettes	1 & 2	-1 202	-1 079	11,4
Dotations aux Provisions Nettes	20	40	-421	-109,6
Autres produits & Charges	21	-72	-45	60,8
Résultat opérationnel		2 028	1 940	4,5
<i>Dont résultat opérationnel récurrent</i>	<i>22</i>	<i>2 088</i>	<i>2 068</i>	<i>1,0</i>
Charges Financières	23	-64	-68	-5,4
Produits Financiers	23	76	58	31,2
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence				
Résultat avant impôts		2 040	1 930	5,7
Impôts sur le résultat	24	-123	340	-136,1
Résultat net		1 917	2 270	-15,6
<i>Dont Résultat des activités poursuivies</i>		<i>1 902</i>	<i>2 270</i>	<i>-16,2</i>
<i>Dont Résultat des activités abandonnées</i>		<i>15</i>		
Autres éléments du résultat Global				
Résultat Global		1 917	2 270	-15,6
Résultat net revenant				
- aux actionnaires de la Société		1 917	2 270	-15,6
- aux intérêts minoritaires				
Résultat net par action				
- des activités poursuivies	25	0,88	1,05	-16,2
- dilué des activités poursuivies	25	0,89	1,05	-15,6
Résultat net par action de l'ensemble consolidé				
- de l'ensemble consolidé	25	0,89	1,05	-15,6
- dilué de l'ensemble consolidé	25	0,89	1,05	-15,6

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Milliers d'euros	Part du groupe				Capitaux - propres - part du groupe	Part des interets minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés			
Capitaux propres au 31/12/2014	760	2 877	-1 311	1 248	3 574		3 574
Changement des méthodes(IFRIC 21)		31			31		31
Capitaux propres au 31/12/2014 corrigés	760	2 908	-1 311	1 248	3 605		3 605
Opérations sur capital	-69	-1 183	1 252				
Opérations des titres auto-détenus			-1 376		-1 376		-1 376
Affectation des résultats en réserves		661		-661			
Dividendes Versés				-588	-588		-588
Résultat net de l'exercice				2 270	2 270		2 270
Autres éléments du résultat global							
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	691	2 385	-1 436	2 270	3 911		3 911
Variation de périmètre							
Capitaux propres au 31/12/2015	691	2 385	-1 436	2 270	3 911		3 911
Changement des méthodes comptables							
Capitaux propres au 31/12/2015 corrigés	691	2 385	-1 436	2 270	3 911		3 911
Opérations sur capital							
Opérations des titres auto-détenus			-110		-110		-110
Affectation des résultats en réserves		1 583		-1 583			
Dividendes Versés				-687	-687		-687
Résultat net de l'exercice				1 917	1 917		1 917
Autres éléments du résultat global							
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	691	3 969	-1 546	1 917	5 031		5 031
Variation de périmètre							
Capitaux propres au 31/12/2016	691	3 969	-1 546	1 917	5 031		5 031

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE CONDENSES

Milliers d'euros		2016-12	2015-12
<i>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</i>			
+ Résultat net revenant aux actionnaires de la société	A	1 917	2 270
- Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité :	B	1 157	1 285
- / + Dotations nettes aux amortissements sur Immobilisations		1 202	1 079
- / + Plus et moins values de cession d'immobilisation		93	
- / + Dotations aux provisions des actifs courants		10	18
- / + Dotations aux provisions des actifs non-courants			
- / + Dotations aux provisions des passifs non-courants			-6
- / + Dotations aux provisions des passifs courants		-149	194
- / + Autres variations *			
= Capacité d'autofinancement	A+B	3 074	3 555
+ Coût de l'endettement financier net		-10	10
+ / - Charge d'impôt (y compris impôts différés)		123	-340
+ / - Variation du B.F.R. lié à l'activité		251	445
= Total flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	C	3 437	3 670
<i>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</i>			
- Opérations de fusion			
- Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-1 691	-1 325
+ Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles			25
- Acquisitions d'immobilisations financières			
+ Cessions d'immobilisations financières			
+ / - Variation des prêts et avances consentis			
+ / - Variation d'autocontrôle		-110	-125
+ / - Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement			
= Total flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	D	-1 802	-1 424
<i>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</i>			
+ Augmentation ou Réduction de capital			-1 252
- Versements de Dividendes		-687	-588
+ Augmentation d'emprunt			4 030
+ Cautions Reques		32	
- Remboursements d'emprunts (y compris location financement)		-690	-1 133
- Intérêts financiers nets versés (y compris location financement)		10	-10
+ / - Variation des comptes courants (hors groupe)			
+ / - Variation des avances conditionnées			
+ / - Variation des autres flux liés aux opérations de financement			
= Total flux de trésorerie liés aux activités de financement	E	-1 334	1 047
<i>VARIATION DE TRESORERIE NETTE</i>			
Trésorerie à l'ouverture (D)	F	7 624	4 330
Trésorerie de clôture (E)	G	7 925	7 624
Variation de trésorerie nette (C+D+E = G-F)		302	3 294

2. ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016

2.1. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

KEYYO est une Société Anonyme de droit français à Conseil d'administration, régie par les dispositions du Code de commerce sur les sociétés commerciales. KEYYO est domiciliée en France. Le siège social est sis au 92-98 Boulevard Victor Hugo, Clichy.

Les actions sont admises aux négociations sur NYSE Alternext à Paris. Les négociations se déroulent en continu sous le code ISIN FR0000185621 et sous le nouveau code mnémorique ALKEY.

La société KEYYO est un des premiers opérateurs de téléphonie sur IP en France ayant fait le choix, en 2005, du protocole SIP. Elle maîtrise une architecture 100% IP développée par ses équipes de Recherche & Développement, à partir de technologies ouvertes.

Le groupe KEYYO s'adresse à diverses cibles :

- Les entreprises avec des offres IP centrex, de trunking SIP, de collecte 08AB et de téléphonie mobile.
- Les particuliers avec des offres de téléphonie en majorité à l'international
- Les opérateurs avec des offres fixes et mobiles en marque blanche.

En date du 19 Avril 2017, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de KEYYO pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Ces états seront soumis à l'approbation des actionnaires de KEYYO lors de leur Assemblée générale annuelle, qui se tiendra le 8 Juin 2017.

2.2. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Le 26 octobre 2011, KEYYO a fait l'acquisition de 100 % du capital de la société A-Tribu Telecom, opérateur de réseau spécialisé dans la fourniture de solutions de téléphonie fixe et mobile auprès des TPE et PME. En 2012, la dénomination de cette filiale est devenue KEYYO PROXIMITE.

Au 31 décembre 2016, 2015 et 2014 le périmètre s'établi comme suit :

Nom de la société	Forme Juridique	% d'intérêts	Méthode de consolidation
KEYYO (société mère) 92-98 Bd Victor Hugo 92110 Clichy	SA	100 %	IG
KEYYO PROXIMITE 92-98 Bd Victor Hugo 92110 Clichy	SAS	100 %	IG

Le groupe Keyyo détient également 23% de la société IP-Cash spécialisée dans la vente de communication téléphonique sur le marché ethnique Français. Les chiffres relatifs à cette filiale ne sont pas consolidés.

2.3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le Conseil d'administration du 14 septembre 2016 a validé les modalités d'apport de la branche autonome d'activité IP Cash au 1^{er} octobre 2016 à la société IP Cash SAS immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 821.944.352. Cette opération devait permettre le développement de cette activité et sa diversification dans un marché en décroissance.

La branche d'activité apportée comprenait :

- La clientèle et l'achalandage attachés à l'activité ;
- Le fichier de la clientèle ;
- Le nom commercial « IP CASH » et le logo ;
- Le nom de domaine « ipcash.fr » et le Site Internet référencé à l'adresse www.ipcash.fr ;
- Le numéro de téléphone du support clients 0180889999 ;
- Les éléments corporels attachés à la branche d'activités : tels que le matériel et l'équipement réinitialisés notamment informatique et télécom ;
- L'ensemble des fichiers relatifs à l'activité de la Branche Autonome IP Cash ;
- Les 5 salariés exclusivement dédiés à l'activité de la Branche Autonome IP Cash ;
- Les contrats à conclure nécessaire à l'activité ;

Le passif transmis a été supporté par IP CASH seule, sans solidarité de la société Keyyo. Cette opération a été placée sous le régime juridique des scissions, conformément aux dispositions de l'article L.236-22 du Code de commerce.

A la suite de cette décision, le Conseil d'administration du 10 octobre 2016 a validé la cession rétroactive au 1^{er} octobre de 67% de la filiale IP Cash au profit d'un groupe d'investisseurs menés par la société MTI. L'objet de cette cession était d'adosser la filiale à des professionnels du marché des télécommunications et de la distribution spécialisée et de permettre à IP-Cash d'élargir son offre de services tout en nouant des partenariats clés pour se développer de nouveau.

Ce Conseil d'administration a également validé la cession de 10% des titres aux salariés de la filiale IP-cash. Keyyo restant actionnaire à hauteur de 23% à l'issue de cette opération.

Le chiffre d'affaire ainsi que les charges relatives à l'activité IP-cash ne figurent plus dans les comptes de Keyyo à compter du 1^{er} octobre 2016.

2.4. BASE DE PRÉPARATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

2.4.1. Principe généraux - Référentiel comptable

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'Euro, monnaie fonctionnelle de la société, et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés du groupe KEYYO au 31 décembre 2016 ont été établis en conformité avec les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes comptables internationales IFRS. Ces normes comptables internationales sont constituées des IFRS (International Financial Reporting Standards), des IAS (International Accounting Standards) ainsi que des interprétations liées.

Les principes comptables appliqués pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2015, à l'exception des normes, amendements et interprétations des normes, entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2016 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes, qui ont été appliqués.

Par ailleurs, le groupe KEYYO n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes publiées dont l'application ne sera obligatoire que pour les prochains exercices. Il s'agit principalement des normes suivantes :

- IFRS 9 – « Instruments financiers », publiée en juillet 2014, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 selon la proposition de l'IASB (non encore approuvé par l'Union Européenne) ;
- IFRS 15 – « Revenus des contrats avec les clients », publiée en mai 2014, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 (non encore approuvé par l'Union Européenne).
- IFRS 16 – « Contrats de location », publiée le 13 janvier 2016, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019 et qui reste à adopter dans l'UE.

L'impact de ces nouvelles normes est en cours d'analyse.

Le Groupe n'a appliqué aucune norme ou interprétation par anticipation.

2.4.2. Jugements

Les informations relatives aux jugements exercés pour appliquer les méthodes comptables ayant l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers sont incluses en note 2.5 et concernent principalement :

- la reconnaissance du revenu,
- la valorisation des impôts différés,
- l'immobilisation des frais de recherche et développement.

2.4.3. Estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses déterminées par la Direction pour le calcul de la valeur des actifs, passifs, charges et produits de l'exercice. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement, il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent sensiblement de ces estimations. Les estimations significatives réalisées par KEYYO pour l'établissement des états financiers portent principalement sur :

- les évaluations retenues pour les tests des pertes de valeur notamment de la valeur recouvrable des goodwill ainsi que des immobilisations incorporelles et corporelles
- l'évaluation des provisions
- l'évaluation des engagements de retraite et assimilés
- l'estimation des frais de développement activables

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, KEYYO révisé ses estimations sur la base des informations régulièrement mises à jour.

2.5. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Immobilisations incorporelles (IAS 38)

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Frais de recherche

Les frais de recherche sont passés en charges de l'exercice. Les frais de développement qui répondent à tous les critères d'activation édictés par la norme IAS 38 « immobilisations incorporelles » sont enregistrés en immobilisations incorporelles, à savoir :

- intention du Groupe ainsi que sa capacité financière, commerciale et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'actif incorporel générera des avantages économiques futurs ;
- le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilité reconnues :

Nature des biens immobilisés	Durée
Frais de recherche et de développement	3 ans
Concessions, brevets, licences, logiciels	1 à 15 ans

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée est traité comme un changement d'estimation appliqué de manière prospective conformément à la norme IAS 8 « résultat net de l'exercice, erreurs fondamentales et changements de méthodes comptables » et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

Regroupement d'entreprises et goodwill (IFRS3)

Les regroupements d'entreprises, dans les cas où le Groupe obtient le contrôle d'une ou plusieurs autres activités, sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

La contrepartie transférée est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition (sauf exceptions), y compris pour la part des participations ne donnant pas le contrôle. Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque acquisition.

Le goodwill est évalué comme étant la différence entre :

- La juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, et,
- Le montant net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à la juste valeur (sauf exceptions)

Si la différence est négative, elle est comptabilisée en profit directement dans le résultat de l'exercice en tant qu'acquisition à des conditions avantageuses.

Dans le cas où la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises n'a pu être achevée avant la fin de la période pendant laquelle le regroupement d'entreprises est effectué, cette comptabilisation doit être achevée dans un délai de douze mois commençant à la date d'acquisition.

Goodwill :

Le goodwill lié à l'acquisition de filiales est inclus dans les « immobilisations incorporelles ». Il est soumis à un test annuel de dépréciation au minimum et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur.

Les pertes de valeur sont enregistrées au compte de résultat dans la ligne dépréciations d'immobilisations

Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition ou d'entrée dans le Groupe sous déduction des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur. En application d'IAS 16, le coût de l'immobilisation comprend tous les frais accessoires d'achats.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilité reconnues :

Nature des biens immobilisés	Durée
Matériel et outillage	1 à 5 ans
Installations et agencements divers	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau, Informatique, Callbox	2 à 5 ans
Mobilier	5 ans

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée est traité comme un changement d'estimation appliqué de manière prospective conformément à la norme IAS 8 et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

Les contrats de location (IAS 17)

En application d'IAS 17, les immobilisations corporelles financées au moyen de contrat de location-financement sont présentées à l'actif et comptabilisées initialement à leur juste valeur ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de la location. Après la comptabilisation initiale, elles sont comptabilisées selon la méthode comptable applicable à ce type d'actif. Elles sont amorties sur leur durée d'utilité ou sur la durée du contrat de location si celle-ci est plus courte. La dette correspondante est inscrite en dettes financières.

Tous les contrats qui au regard de cette norme ne transfèrent pas la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur, sont considérés comme des contrats de location simple. Les loyers des contrats de location sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée de location.

Il n'y a pas au sein du Groupe de contrat de location « caché » tel que défini par IFRIC 4.

Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles (IAS 36)

Le Groupe s'assure que la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles n'est pas inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur moins les coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Conformément à IAS 36 « dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou indices laissent penser à un risque de perte de valeur, le Groupe pratique un test de dépréciation des immobilisations incorporelles (y compris le goodwill) et corporelles. Par ailleurs, le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Actifs financiers non courants (IAS 39)

Les actifs financiers non courants comprennent essentiellement les dépôts de garanties versés aux propriétaires des biens mobiliers et immobiliers loués, et les garanties versées aux clients. Conformément à l'IAS 39 « instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les actifs financiers sont évalués initialement à leur juste valeur (augmentée le cas échéant des frais de transaction). Puis, ils sont comptabilisés au coût amorti.

Stocks et en-cours (IAS 2)

Les stocks de marchandises sont évalués au plus bas du coût d'acquisition déterminé selon la méthode FIFO et de leur valeur nette de réalisation.

Une dépréciation est comptabilisée en fonction de la valeur de réalisation des éléments stockés. La rotation du stock est rapide, le risque de perte de valeur est ainsi faible.

Créances et autres actifs financiers courants (IAS 39)

Les créances clients et autres actifs financiers courants sont comptabilisés initialement à leur juste valeur (augmenté le cas échéant des coûts de transaction), qui correspond en général à leur valeur nominale, puis ultérieurement à leur coût amorti, déduction faite des dépréciations.

La dépréciation des créances et des autres actifs financiers courants est basée sur une analyse individuelle des risques de non recouvrement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie comprend :

- les instruments et placements financiers, très liquides et présentant un risque de variation de valeur très limité. Il s'agit principalement de comptes à terme et dans une moindre mesure de valeurs mobilières de placement. Ils sont évalués à la juste valeur, par contrepartie du résultat ;
- les comptes bancaires débiteurs et créditeurs (les découverts bancaires figurent au passif du bilan) ;
- les comptes de caisse.

Actions propres (IAS 32)

Selon l'IAS 32 « instruments financiers », si une entité rachète ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci doivent être déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres de l'entité.

De telles actions propres peuvent être acquises et détenues par l'entité ou par d'autres membres du groupe consolidé. La contrepartie versée ou reçue doit être comptabilisée directement en capitaux propres par application de l'IAS 32.

Au 31 décembre 2016, la société détenait un total de 205.045 titres d'autocontrôle dont 5.045 titres relatifs au contrat de liquidité ouvert au cours de l'exercice 2008. Au 31 décembre 2015, le groupe Keyyo détenait 200.523 titres.

Le Conseil d'administration de la société du 28 février 2017, agissant sur délégation consentie par l'assemblée générale mixte du 15 juin 2016 a décidé de réduire son capital social par annulation de 200.000 actions auto-détenues.

Dettes financières, dettes fournisseurs et autres passifs financiers courants (IAS 39)

Les dettes financières, dettes fournisseurs et autres passifs financiers courants sont évalués initialement à leur juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission de l'emprunt, puis à leur coût amorti. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La part à moins d'un an des dettes financières est présentée en dette courante conformément à l'IAS 1.

Avantages au personnel (IAS 19)

La provision constituée au titre des avantages au personnel concernent exclusivement les indemnités de départ à la retraite qui sont légalement dues aux salariés en France.

Le calcul se fait conformément à la norme IAS 19, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de services en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de services ultérieurs.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés est évalué sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ à la retraite, de mortalité, puis ramenés à sa valeur actuelle sur la base des taux d'intérêts des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

La charge de l'exercice correspondant au coût des services rendus est constatée en charge de personnel, le coût de l'actualisation est comptabilisé en charge financière.

L'allongement de la durée du travail n'a pas un impact significatif sur le montant de la provision.

De plus, les gains et pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles, sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Autres avantages accordés aux salariés

Il n'y a pas d'engagement hors bilan relatif aux salariés.

Provisions (IAS 37)

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, le Groupe comptabilise une provision lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il a une obligation (juridique ou implicite) vis-à-vis d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour le Groupe par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, et lorsque le montant de la perte ou du passif peut être évalué avec fiabilité.

Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements mentionnés en annexe.

Les provisions sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existait à la date de clôture, pourraient occasionner.

Impôts différés (IAS 12)

Les impôts différés résultent des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Conformément à l'IAS 12 « impôts sur le résultat », ils sont comptabilisés selon la méthode du report variable, sur la base des taux d'imposition futurs adoptés en fin d'exercice. Le taux actuellement utilisé est un mix entre le nouveau taux de 28% et le taux classique de 33.33%.

Les actifs d'impôts différés sur déficits fiscaux reportables et différences temporelles ne sont inscrits à l'actif que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporelles.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et le cas, échéant, réévaluée ou réduite pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

Crédit d'impôt recherche (IAS 20)

Le crédit d'impôt recherche est une incitation fiscale assimilable à une subvention. Il rentre donc dans le champ d'application de la norme IAS 20.

Selon cette norme, il convient de procéder à une allocation du crédit d'impôt recherche selon que les dépenses de recherche sont comptabilisées à l'actif (Inscription en immobilisations incorporelles selon IAS 38) ou comptabilisées en résultat.

KEYYO immobilise ses frais de recherche et développement selon la norme IAS 38.

Le crédit d'impôt doit donc être différé dans le temps sur la durée d'amortissement des frais de développement qui ont généré ce crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt de l'année 2016 s'élève à 25 K€ contre 42K€ l'an dernier. Le remboursement va être demandé au cours de l'année 2017. Ce crédit sera constaté en produit sur la durée d'amortissement des frais de développement y afférents, soit 3 ans.

Crédit d'impôt innovation (IAS 20)

Le crédit impôt innovation est un dispositif fiscal complémentaire au crédit impôt recherche, créée en 2013. Il est assimilable à une subvention sur le développement de produits novateurs, et il entre à ce titre dans le champ d'application de la norme IAS 20.

Les frais engagés au titre du développement de produits ont été immobilisés en 2016. De ce fait le crédit impôt innovation correspondant sera étalé sur leur durée d'amortissement. Le crédit impôt innovation 2016 représente 55K€ contre 67K€ en 2015.

Résultat par action (IAS 33)

Le Groupe KEYYO présente un résultat net par action.

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice. Le résultat dilué par action a été calculé à partir du résultat (part du Groupe) et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Chiffre d'affaires

Le groupe Keyyo distribue principalement des services et licences de téléphonie et d'accès par abonnement. La majeure partie de l'activité est par nature récurrente, à facturation mensuelle, et évolue en fonction du parc de services et licences en activité.

Le chiffre d'affaires est reconnu et présenté conformément à la norme IAS 18 « produits des activités ordinaires » :

- les revenus liés aux consommations de temps de connexion sont constatés en produit au titre de la période où elles ont eu lieu ;
- les revenus liés aux abonnements et forfaits sont pris en compte au cours de la période à laquelle ils se rapportent ;
- la vente d'équipement est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur ;
- les revenus liés aux minutes téléphoniques prépayées sont pris en compte au fur et à mesure de la consommation réelle de ces minutes consommées par les clients. Des retraitements sont réalisés pour prendre en compte le chiffre d'affaires au fur et à mesure de l'utilisation de ces minutes (générant des coûts de trafic correspondant) ;
- les revenus des services à revenus et à coûts partagés (numéros à tarification spéciale) sont présentés nets de reversements aux prestataires de ces services lorsque ce dernier a la responsabilité du service et détermine la tarification de l'abonné.

Dépenses publicitaires engagées pour le compte de tiers

Les frais de publicité, de promotion, de communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Coûts des services et produits consommés

Les coûts des services consommés comprennent le coût d'achat des minutes vendues, le coût d'achat des matériels vendus, ainsi que le coût des réseaux de distributions indirects et des frais de réseaux & d'hébergement.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Secteur opérationnels

Suite à la cession du pôle IP-Cash qui représentait la très grande majorité de l'activité particulier, la structure commerciale de Keyyo a été redéfinie autour de deux pôles d'activités, gérés distinctement :

- Le Pole Vente Directe ;
- Le Pole Vente Indirecte.

Cette information sectorielle provient des tableaux de bord et indicateurs examinés régulièrement par la direction pour évaluer la performance du Groupe conformément à la norme IFRS 8.22 et aux recommandations de l'AMF.

Le pole Vente Directe correspond à la vente de nos solutions de téléphonie et d'accès aux PME et TPE Française via notre réseau commercial. Cette distribution est réalisée via le web, depuis notre plateforme commerciale pour les TPE, ou par un pôle dédié dès lors que la taille du client ou la complexité de sa solution le nécessite.

Le pole Vente Indirecte distribue des mêmes solutions relativement proches mais via un réseau commercial extérieur (apporteur d'affaires), marques blanches, et opérateurs utilisant les outils Keyyo.

Informations géographiques

Le Groupe KEYYO est organisé autour de deux zones géographiques :

- La France, qui constitue son principal marché aujourd'hui ;
- Et l'Export, qui regroupe le reste des ventes, principalement en zone EMEA.

2.6. NOTES SUR LA SITUATION FINANCIERE

Note 1 : Immobilisations incorporelles

Milliers d'euros		Fonds de commerce, Goodwill	Marques, logiciels et brevets	Frais de R&D	Autres immob. Incorp.	Total
VALEURS BRUTES						
	31-déc-14	1 042	422	2 594		4 058
Acquisitions			178	467		645
Redassement						
Cessions		-100				-100
	31-déc-15	942	600	3 062		4 603
Acquisitions			61	480		541
Redassement						
Cessions			-14	-218		-233
	31-déc-16	942	646	3 324		4 912
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS						
	31-déc-14	75	293	1 760		2 128
Dotations		5	83	403		492
Redassement						
Cessions		-80				-80
	31-déc-15	0	377	2 164		2 540
Dotations			80	436		515
Redassement						
Cessions			-14	-218		-233
	31-déc-16	0	442	2 381		2 822
VALEURS NETTES						
	31-déc-14	967	129	834		1 930
	31-déc-15	942	223	898		2 063
	31-déc-16	942	204	943		2 090

- Goodwill

Ce poste comprends les goodwill de Keyyo Proximité pour 714K€ et de notre activité Téléphonie Mobile pour 228K€. Ces deux activités se sont développées depuis leur acquisition, et les tests réalisés sur ces actifs à partir des méthodes de DCF et de multiples de chiffre d'affaires ont permis de confirmer l'absence de dépréciation.

Hypothèses utilisées

- Taux d'actualisation : 10%
- Durée Projection : 5 ans
- Tests de sensibilité : +1 / -1%

- Marque, Logiciel et brevet

Keyyo a réalisé des acquisitions de licences logicielle et d'itinérance pour 61K€ en 2016. En 2015 ces investissements représentaient 178K€

- Frais de recherche et développement

Depuis 2004, KEYYO immobilise les frais de recherche et développement engagés pour les projets de développement mis en œuvre. En 2016, ces charges ont été activés pour un montant total de 480K€.

Le montant des frais de activés par projet se présente comme suit :

Immobilisations R&D en K€	2016	2015
Architecture SIP	80	48
Système d'Information - Extranet	49	33
Système de Facturation	43	53
E Commerce	137	56
Connecteurs API	33	41
Selfcare	92	180
MVNO	48	56
Total	480	467

Note 2 : Immobilisations corporelles

Milliers d'euros	Terrain & Construction	Matériels et outillages industriels	Installations et Matériels	Autres	Total
VALEURS BRUTES					
	31-déc-14	1 270	1 424	104	2 799
Acquisitions		102	577		679
Redassement			94	-94	
Cessions			-189	-6	-195
	31-déc-15	1 372	1 906	5	3 283
Acquisitions		457	591		1 048
Redassement					
Cessions		-74	-537		-611
	31-déc-16	1 756	1 960	5	3 720
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS					
	31-déc-14	1 022	738	55	1 815
Dotations		133	454		587
Redassement			50	-50	
Cessions			-189		-189
	31-déc-15	1 155	1 054	5	2 213
Dotations		103	584		687
Redassement		-2	2		
Cessions		-74	-535		-609
	31-déc-16	1 182	1 105	5	2 292
VALEURS NETTES					
	31-déc-14	249	686	50	984
	31-déc-15	218	852	0	1 070
	31-déc-16	574	855	0	1 429

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de matériels informatiques, téléphonique, de mobilier et d'aménagements. Nos investissements ont fortement progressé en 2016 sur ces éléments pour soutenir notre croissance.

Note 3 : Actifs financiers non courants

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Part non courante - dépôts et cautionnements	184	172
Total actifs financiers	184	172
Part non courante	184	172
Part courante	0	0

Les dépôts et cautionnements concernent principalement les dépôts versés lors de la souscription de services auprès d'autres opérateurs de téléphonie.

Note 4 : Impôts différés

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Impot Différé N+1	526	526
Impot Différé N+2	469	484
Impôts différés actifs	995	1 010
<i>Solde Hors Bilan</i>	<i>1 292</i>	<i>2 002</i>

Les impôts différés correspondent à l'activation de déficits reportables uniquement.

Depuis 2015, et la croissance régulière de ces résultats, Keyyo active 2 années de déficit reportable au lieu d'une auparavant, le calcul est établi sur notre base budgétaire N+1 reconduite sur deux exercices.

Le solde d'impôt différé s'inscrit en légère baisse en 2016 du fait de la baisse progressive prévue du taux d'impôt sur les sociétés à 28%. Le solde hors bilan est également directement affecté par cette baisse de taux ainsi que par l'utilisation progressive de ces impôts différés.

Note 5 : Stocks et en-cours

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Matériel de Téléphonie Fixe	193	258
Matériel Téléphonie Mobile	10	8
Dépréciations	-19	-1
Total Stock et en-cours	184	265

Les stocks sont principalement constitués de matériel de téléphonie fixe.

Une gestion plus rigoureuse de nos flux de livraison a permis d'enregistrer une baisse des volumes stockés en fin d'année malgré l'accélération de nos volumes livrés vers les clients.

Du fait de lancements de nouvelles gammes de terminaux au quatrième trimestre 2016, une dépréciation partielle de 19K€ a été constatée sur d'anciennes références dont le rythme de vente a été jugé insuffisant.

Note 6 : Créances Clients et comptes rattachés

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Créances clients brutes	1 112	1 358
Dépréciations	-285	-293
Créances clients nettes	827	1 065
Clients – factures à établir	964	793
Clients - avoirs à établir	-218	-38
Total	1 573	1 820

Le volume des créances clients est en recul en 2016 du fait notamment de la régularisation des retards de paiement de l'opérateur SFR. La croissance de l'activité a un impact limité sur cette partie du BFR puisque les abonnements sont prépayés.

Note 7 : Actifs courants

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Acomptes et Avances	20	27
Fournisseurs- Avoirs à recevoir	67	74
Créances sociales	44	54
Créances fiscales	475	436
Autres créances diverses	92	-
Charges constatées d'avance	295	182
Total	993	773

Le poste des actifs courants augmente de 220K€ en 2016.

Les Autres Créances correspondent au solde à encaisser sur la cession du pôle IP-Cash pour 92K€. Les charges constatées d'avance augmentent de 113K€, cette hausse correspond principalement à des contrats de maintenance réseaux 2017 pour lesquels les factures ont été reçues avant la clôture (cf note 12).

Note 8 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Compte à terme	6 095	6 248
Trésorerie et équivalent trésorerie	1 830	1 374
Valeurs Mobilières de placements	0	2
Total Trésorerie Brute	7 925	7 624
<i>Trésorerie Nette de Dettes Financières</i>	3 760	2 801

Le détail des flux de trésorerie figure en page 5.

Notre trésorerie brute progresse de 301K€ à 7.925K€, notre situation nette de dette progresse plus fortement de 959K€ du fait du remboursement d'une partie de nos emprunts.

Les comptes à terme souscrits sont des placements courts termes sans risque dont la durée est inférieure à 3 mois.

Note 9 : Dettes financières

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Dépôts et cautions reçus	81	48
Crédit à moyen terme	4 084	4 774
Découverts bancaires	-	-
Location financement	-	-
Dettes financières totales	4 165	4 823
Part à moins d'un an	1 422	690
Part à plus d'un an	2 743	4 133
- dont entre 1 et 5 ans	2 743	4 133
- dont à plus de 5 ans	-	-

Keyyo dispose de 3 lignes de crédit négociées auprès de 3 établissements financiers différents pour un montant brut total de 5 millions d'euros. 690K€ ont été remboursés en 2016 au titre de ces emprunts portant le montant net à 4.165K€.

Note 10 : Avantages au personnel

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Valeur des engagements	58	57
<i>Coût des services</i>		
Coût de l'actualisation		
Total	58	57

L'avantage au personnel est constitué de la provision d'indemnité pour départ à la retraite. Son montant est stable en 2016 à 58K€.

La méthode de valorisation utilisée est en ligne avec la recommandation 2003-R01 du CNC.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul sont les suivants :

- taux d'actualisation : 1.31% (2.03% en 2015)
- taux de revalorisation des salaires : 2.50% (Identique à 2015)
- Age de départ à la retraite : 62 ans (Identique à 2015)
- Table de mortalité : TH00-02 et TF00-002
- Taux de turnover moyen : 22.14% (19.85% en 2015)

Les écarts actuariels sont constatés durant l'exercice de leur survenance.

Note 11 : Provisions – Part courante

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Provision pour impôt	-	-
Litiges sociaux	59	200
Litiges commerciaux	-	8
Autres litiges	-	-
Total Provisions	59	208
<i>Nouvelles provisions de l'exercice</i>	<i>59</i>	<i>200</i>
<i>Provisions utilisées durant l'exercice</i>	<i>208</i>	<i>6</i>
<i>Provisions reprises sans être utilisées durant l'exercice</i>		

La provision réalisée fin 2015 a été utilisée début 2016. Une nouvelle provision de 59K€ a été constatée fin 2016.

Note 12 : Dettes fournisseurs

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Fournisseurs d'exploitation	2 068	1 668
Fournisseurs d'immobilisation	155	-
Fournisseurs – factures non parvenues	1 747	1 808
Total fournisseurs	3 971	3 475

Le montant des dettes fournisseurs a augmenté fin 2016 du fait des investissements réalisés, de factures de maintenance parvenues plus tôt qu'au cours de l'exercice précédent (cf note 7), de la hausse des commissions et reversements de vente indirectes, ainsi que du décalage d'un paiement début janvier 2017.

Note 13 : Dettes fiscales et sociales

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Dettes sociales	876	999
Dettes fiscales	303	523
Total dettes fiscales et sociales	1 178	1 522

Les dettes sociales du groupe baissent de 123K€, notamment du fait de la mensualisation des échéances retraites depuis 2016 au lieu d'un règlement par trimestre auparavant.

Les dettes fiscales diminuent également de 220K€. Le groupe Keyyo a commencé à verser des acomptes d'IS en 2016 et les volumes de TVA collectés ont été moins importants en fin d'année avec la cession du pôle IP-Cash.

Note 14 : Autres passifs à court terme

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Comptes courants d'associés	-	-
Dettes sur acquisition immo. financière	-	-
Créditeurs divers	42	45
Avances conditionnées	-	-
Clients créditeurs	233	74
Produits constatés d'avance	635	683
Total autres passifs	909	802

Les autres passifs sont en hausse de 107K€ en 2016. Nous fonctionnons en prépaiement avec la société IP-Cash, cela a fait augmenter significativement notre solde de compte clients créditeurs.

Les produits constatés d'avance correspondent principalement aux abonnements et forfaits facturés par anticipation.

2.7. NOTES SUR L'ETAT DU RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

Note 15 : Chiffre d'affaires

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Vente Directe	10 880	9 995
Vente Indirecte	11 128	9 762
IP-Cash	2 626	4 375
Total	24 634	24 132
<i>Total hors IP-Cash</i>	<i>22 008</i>	<i>19 757</i>

Keyyo est devenu au quatrième trimestre 2016 un pure-player du marché de la téléphonie d'entreprise avec la cession de son pôle d'activité historique IP-Cash.

La société s'organise désormais autour de deux branches commerciales :

- La vente directe qui regroupe les divisions télévente (société de moins de 20 postes) et premium (client plus de 20 postes) et adresse en directe la clientèle en flux entrants uniquement.
- La vente indirecte qui regroupe nos activités Télésurveillance, opérateurs, marque blanche et revendeurs et qui s'adresse au marché au travers d'un réseau commercial indépendant.

Ces deux branches sont en croissance significative sur 2016, et le chiffre d'affaires global augmente de 2% malgré la baisse de 40% de l'activité IP-Cash. Les activités entreprises représentent 22 millions d'euros en 2016 en croissance de plus de 11%.

Note 16 : Coûts des services et produits consommés

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Coût d'achat des minutes vendues	8 051	8 444
Coût d'achat des matériels vendus	363	345
Coût des réseaux de distribution indirects	2 910	2 512
Frais de réseaux et d'hébergement	667	519
Total des coûts des services et produits consommés	11 991	11 819

La baisse d'activité puis la cession du pôle d'activité IP-Cash a généré une forte baisse de nos achats minutes en 2016. Le développement de la vente indirecte et de l'activité de télésurveillance a généré une hausse importante des commissions et reversements afférents.

Note 17 : Autres charges externes

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Dépenses marketing	848	679
Sous-traitance & Installation	295	226
Locations	415	445
Entretien et maintenance	155	150
Assurances	48	54
Personnel détaché	225	365
Honoraires	375	353
Frais de déplacement	181	189
Frais postaux et de télécommunication	58	55
Autres postes divers	176	167
Total des principaux postes	2 775	2 682

Les autres achats et charges externes sont en hausse en 2016 avec une augmentation significative des investissements marketing et l'intensification de nos déploiements clients générant une hausse des frais d'installations. Les autres charges sont relativement stables à l'exception du personnel détaché en baisse suite à l'arrêt de plusieurs contrats.

Note 18 : Impôts et Taxes

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Formation et Taxes sur Salaires	113	98
Impôts Locaux	62	90
Taxes sur l'Activité	233	221
Autres Impôts et Taxes	27	27
Impôts et Taxes	435	436

Note 19 : Charges de Personnel

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Charges de personnel	6 749	6 215
Charges de personnel immobilisées	- 480	- 467
Subventions d'exploitation (CIR - CII)	- 98	- 63
Participation aux bénéfices	-	25
Charges de Personnel Nettes	6 170	5 709

Keyyo a poursuivi le développement de son activité entreprise et a de ce fait recruté de nouveaux talents. Les charges de personnel ont donc poursuivi leur croissance en 2016 :

- Les provisions dotées fin 2015 ont été reprises pour être versées en tant que charges de personnel ;
- L'internalisation de certains contrats de prestataires externes génère aussi une hausse des coûts ;
- Nous avons renforcé nos Pôles Commerciaux et R&D au cours de l'exercice de manière à intensifier notre croissance.
- En sens inverse la sortie du pôle IP-Cash a permis de baisser la masse salariale au cours du dernier trimestre.

Les charges de personnel immobilisées correspondent aux coûts internes des salariés concernés par les projets de recherche et développement, elles diminuent le coût global des charges de personnel.

Les Effectifs du groupe à la date de clôture sont les suivants :

Effectif de la société	2016-12	2015-12
- Cadres	51	53
- Non Cadres	50	54
- Apprenti	3	1
Total	104	108
- Keyyo	99	102
- Keyyo Proximité	5	6

Le pôle IP-Cash représentait 7 salariés au 31 décembre 2015, il est sorti des effectifs du groupe au 1^{er} octobre 2016.

Note 20 : Dotations aux provisions nettes

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Depreciation Nettes & Pertes sur poste Client	158	227
Variation des Provisions sur Litiges & IDR	- 198	194
Total variations de provisions	-40	421

Les pertes sur le poste Client ont continué de diminuer en 2016 malgré la croissance de notre activité. Ces bons résultats font suite à l'optimisation continue de nos processus internes sur le sujet depuis 2013.

La variation de nos provisions pour litiges est principalement constituée d'une reprise de 200K€ suite au versement d'indemnités sociales de fin de contrats début 2016 dans les charges de personnel.

Note 21 : Autres produits et charges

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Plus value de cession d'immobilisations	- 117	-
Indemnités Sociales Récurrente	- 47	- 50
Redevances	160	145
Indemnités Non Récurrentes	50	- 8
Divers produits et charges	27	- 42
Total autres produits et charges	72	45

Note 22 : Résultat opérationnel récurrent

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Résultat Opérationnel	2 028	1 940
Plus value cession Titres IP Cash	- 117	
Frais relatifs à la filialisation IP Cash	80	
Indemnités sociales non récurrentes	103	200
Indemnités reçues		- 70
Indemnités Versées		11
Dotation Provision Fond de commerce		5
Divers	- 6	- 18
Résultat opérationnel Récurrent	2 088	2 068

Le résultat opérationnel récurrent progresse très légèrement pour atteindre 2.088K€ au 31 décembre 2016.

Les charges non récurrentes représentent 183K€ et sont composés de 103K€ de frais de réorganisations et 80K€ de dépenses liées à la cession d'IP-Cash.

Keyyo réalise en contrepartie 117K€ de plus-value sur la cession de 77% des titres IP-Cash. Le produit de 6K€ restant correspond à un produit sur exercice antérieur.

Note 23 : Résultat Financier

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Intérêts sur emprunts	- 52	- 55
Pertes de Change	- 3	- 6
Pertes sur contrat de liquidité	- 10	- 7
Produits Financiers CAT	34	34
Autres produits financiers	1	0
Gain sur Contrat de Liquidité	41	23
Résultat Financier	12	-10

Le résultat financier 2016 se solde par un produit net de 12K€ contre charge nette de 10K€ en 2015. La principale raison de cette augmentation est une hausse des plus-values réalisées avec notre contrat de liquidité.

Note 24 : Impôts sur les Société

Milliers d'euros	2016-12	2015-12
Impôts Courants	108	152
Impôts Différés	15	- 492
Total impôts sur les sociétés	123	-340

A la clôture de l'exercice le déficit reportable du groupe Keyyo est de 7.652K€. Ce déficit est activé à hauteur de 3.037K€ et génère un impôt différé actif de 995K€. Le montant d'impôt différé est en légère baisse du fait de la baisse progressive anticipée du taux d'IS de 33 à 28% (cf note 4).

Le solde de déficit reportable hors bilan est de 4.615K€ fin 2016.

Preuve d'Impôt :	2016-12	2015-12
Taux applicable en France	33,33%	33,33%
Résultat avant Impot	2 040	1 930
Impôt théorique	-680	-643
Impôt comptabilisé	-123	340
Ecart	557	983
Incidence des :		
- déficits antérieurs non activés et imputés sur la période	445	530
- déficits antérieurs activés et non imputés	-15	492
- Incidence des différences temporaires	56	9
- Incidence des Réintégrations et Déductions Permanentes	71	-47
Total	557	983

Note 25 : Résultat par action

Résultat net par action en euro	2016-12	2015-12
- des activités poursuivies	0,88	1,05
- dilué des activités poursuivies	0,89	1,05
Résultat net par action de l'ensemble consolidé		
- de l'ensemble consolidé	0,89	1,05
- dilué de l'ensemble consolidé	0,89	1,05

En 2015, une seconde année d'impôt différé a été activée du fait de la progression régulière de nos résultats. Ce changement de méthode avait eu un impact positif sur le résultat par action de 0.23€. En dehors de cet effet le résultat par action progresse de 7 centimes à 0.89€ vs 0.82€ en 2015.

2.8. AUTRES INFORMATIONS

Note 26 : Analyse par Secteurs opérationnels et géographiques

Milliers d'euros	Vente Directe	Vente Indirecte	IP-Cash	Non Alloués	Total	France	Export	Total
31 DECEMBRE 2015								
Eléments du compte de résultat								
Chiffre d'affaires	9 995	9 762	4 375		24 132	23 573	559	24 132
Actifs sectoriels								
Immobilisations nettes incorporelles et corporelles				3 133	3 133	3 133		3 133
Stocks				265	265	265		265
Créances commerciales nettes	221	1 551	48	-	1 820	1 794	26	1 820
31 DECEMBRE 2016								
Eléments du compte de résultat								
Chiffre d'affaires	10 880	11 128	2 626	-	24 634	23 947	687	24 634
Actifs sectoriels								
Immobilisations nettes incorporelles et corporelles				3 519	3 519	3 519	-	3 519
Stocks				184	184	184	-	184
Créances commerciales nettes	147	1 426	-	-	1 573	1 559	14	1 573

Les stocks et immobilisations sont utilisés de manière équivalente par nos pôles commerciaux ventes directe et indirecte, et ne sont donc pas allouables en l'état.

Note 27 : Engagements hors bilan

Le groupe Keyyo dispose de 3 crédits pour un montant global brut de 5 millions d'euros. Ces 3 lignes font l'objet de covenants sur la situation d'endettement nette à maintenir sous certains seuils. Le groupe Keyyo présente une situation de trésorerie nette d'emprunt positive, et respecte de fait ces ratios.

Il n'y a pas d'autre engagement hors bilan au 31 décembre 2016.

Note 28 : Rémunération des dirigeants

Le Conseil d'administration en date du 27 avril 2015 a décidé de renouveler le mandat de Directeur Général de Monsieur Philippe HOUDOUIN, pour une nouvelle durée de trois ans qui expirera à l'issue du Conseil d'administration réuni pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 31/12/2018.

Le Conseil d'administration a décidé à l'unanimité, le 2 décembre 2009, de verser à Monsieur Philippe HOUDOUIN à compter du 1er janvier 2010 une rémunération de 2 K€ euros bruts mensuels en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration du 27 avril 2016 a décidé à l'unanimité de rémunérer Monsieur Philippe Houdouin pour ses fonctions de Directeur Général à hauteur de 10K€ bruts mensuels à compter du 1^{er} mai 2016.

Monsieur Philippe Houdouin a perçu au cours de l'année 2016 une rémunération brute de 104 K€.

Il est par ailleurs indiqué que KEYYO a signé le 22 décembre 2009 une convention de prestations de services avec la société MAGELIO CAPITAL, société actionnaire à hauteur de plus de 10% du capital de KEYYO, dont Monsieur Philippe HOUDOUIN est actionnaire et directeur général, dont l'objet est le conseil en matière de stratégie, management et financements dans le domaine des télécommunications. En contrepartie de ces prestations, MAGELIO CAPITAL percevait un honoraire mensuel et forfaitaire de 19,5 K€ hors taxes. Cette convention a été résiliée sans préavis au 30 avril 2016.

Au titre de cette convention, la société MAGELIO a perçu des honoraires de 78 K€ en 2016.

L'assemblée générale mixte du 15 juin 2016 a décidé dans sa neuvième résolution d'allouer 36K€ de jetons de présence aux administrateurs. Le Conseil d'administration du 19 avril 2017 a décidé de fixer un jeton variable en fonction de la présence effective au Conseil d'administration et d'allouer les jetons de présence selon cette répartition.

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des dirigeants.

Note 29 : Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des Commissaires aux Comptes	2016-12	2015-12
Ernst & Young	-	7
KPMG	37	30
RSM	25	25
Total	62	62

Note 30 : Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Le Conseil d'administration du 28 février 2017, agissant sur délégation consentie par l'assemblée générale mixte du 15 juin 2016 (11eme résolution), a décidé de réduire le capital de Keyyo par l'annulation de 200.000 actions auto détenues.

Le montant du capital est en conséquence réduit de 64.000 euros et ramené de 691.200€ à 627.2000€. Il est divisé en 1.960.000 actions de 0.32 euro de nominal chacune.

A la suite de cette décision Keyyo détenait en autocontrôle 6.717 actions sur 1.960.000 titres. Le nombre de droit de votes était de 2.550.174.